



LE PÔLE RÉSORPTION DES BIDONVILLES DE LA DIHAL VOUS PRÉSENTE SES MEILLEURS VOEUX POUR 2018 !



n°32

Le **fil infos « campements illégaux / résorption des bidonvilles »** rend compte des actions de la DIHAL en matière d'anticipation et d'accompagnement des démantèlements de campements illégaux et de résorption des bidonvilles. Il donne plus largement des informations sur l'actualité dans ce domaine. Il est adressé aux correspondants départementaux de la DIHAL et à ses partenaires. Pour vous abonner, vous désabonner, ou envoyer vos contributions sur les initiatives menées dans vos territoires, écrivez-nous à l'adresse : pointcontact.campements@developpement-durable.gouv.fr



A la une

Montpellier : lancement d'une initiative d'insertion par le logement des habitants du bidonville de Celleneuve

Le 21 novembre, le préfet de l'Hérault, Pierre Pouëssel, et le maire et président de la métropole de Montpellier, Philippe Saurel, ont annoncé conjointement le transfert, au printemps 2018, de certains habitants du bidonville de Celleneuve vers un village de transition créé pour l'occasion. **168 personnes sont concernées, parmi lesquelles 32 familles.** Un bon nombre de ces personnes sont déjà sur le chemin de l'accès au droit commun, 21 ménages étant jugés proches de l'insertion par l'association intervenant sur le bidonville, 8 étant en emploi, 3 comprenant en leur sein un auto-entrepreneur, 1 ayant une promesse d'embauche et 1 bénéficiant d'une indemnisation par Pôle emploi d'un de ses membres. Pour la réalisation de ce projet, qui s'inspire des politiques menées à Toulouse et Strasbourg, **la mairie de Montpellier met gratuitement à disposition un terrain de 3000 à 4000m², sur lequel seront installées 28 bungalows**, dont 1 de 45m² servant d'espace de convivialité et de restauration. Ce transfert permettra aux habitants du bidonville de profiter d'infrastructures et de services de première nécessité (eau, électricité,



Philippe Saurel et Pierre Pouëssel lors de la conférence de presse le 21 novembre (Crédit Camille Vittet)

ramassage des ordures ménagères et transport scolaire) et d'un accompagnement social, l'objectif final étant de favoriser non pas une stabilisation des familles dans le village, mais l'accès à un logement et à un emploi pérenne. Pour faciliter cet accès, un dispositif est actuellement élaboré conjointement par les parties prenantes et prévoit un accompagnement social renforcé des ménages qui seront orientés par le SIAO vers les logements mis à disposition par les bailleurs sociaux.



Dans les territoires

Saint-Étienne : "De la rue au logement", un programme d'insertion pour 4 familles

Dans le département de la Loire, à l'initiative de la Direction départementale de la cohésion sociale, l'association Soliha (Solidaires pour l'habitat) mène depuis 2016 une action expérimentale d'insertion sociale et professionnelle par l'habitat de **quatre familles qui habitaient depuis plusieurs années dans des bidonvilles**. Cet action s'inscrit dans une démarche partenariale large, et est soutenue par le Conseil départemental, la Caf, l'Éducation nationale, Pôle emploi, l'assurance maladie, Habitat et humanisme, la Banque alimentaire, le Cercle Emmanuel, Solidarité Roms, Asile de nuit et la Croix rouge française. Le projet s'est fixé des objectifs globaux d'insertion pour ces familles, dans les domaines de l'emploi, de la maîtrise de la langue française, de la santé, du logement, de la scolarisation, de l'autonomisation et de l'insertion dans la vie de quartier. Les résultats, présentés lors d'un comité de pilotage le 19 décembre dernier, se montrent positifs. En effet, **les objectifs sont remplis à 75% dans le domaine**



Acteurs de l'action expérimentale (crédits Soliha Loire)

de l'emploi, à 60% pour la maîtrise du français, 70% pour le logement, 90% pour la scolarisation et l'assiduité des enfants, 60% pour l'autonomisation dans la gestion budgétaire et administrative. On peut constater une **insertion effective de 7 adultes sur 8**. Plus important encore peut-être, cette action permettra après évaluation d'enrichir la méthodologie de projet d'insertion des habitants des bidonvilles pour les futures actions entreprises.

Île-de-France : développement des préparations opérationnelles à l'emploi collectives pour les habitants des bidonvilles

Quatre préparations opérationnelles à l'emploi collectives (POEC) en faveur de l'insertion professionnelle des occupants des bidonvilles ont débuté depuis septembre dernier. L'organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) Uniformation finance ces quatre formations, capitalisant sur une POEC expérimentale menée avec succès en 2016. **Ces POEC, d'une durée de trois mois, consistent en une formation en français langue étrangère (FLE) à visée professionnelle de 400 heures à laquelle est intégrée un stage en entreprise (2 semaines).** Cette formation doit permettre aux occupants de campements illicites d'accéder directement à l'emploi ou aux dispositifs d'insertion par l'activité économique.

Les quatre centres de formations sont situés à Saint-Ouen-l'Aumône, Stains, Fontenay-sous-Bois et dans le 11ème arrondissement de Paris et accueillent chacun un groupe de 15 personnes. La plateforme AIOS et l'association ACINA ont proposé les candidats, qui se sont révélés nombreux. La sélection entre ceux-ci s'est opérée sur la base de la motivation et du niveau de français, un niveau minimum A1 étant un prérequis. Durant le mois de septembre se sont tenues les sessions d'informations collectives, qui ont permis de montrer l'enthousiasme et la motivation des participants. Les bénéficiaires des POEC abordent actuellement les phases de stage en entreprises.

Plus d'informations [ici](#)



Actus DIHAL

Participation de la DIHAL à un comité de pilotage sur l'accompagnement des publics vivant en squats et campements de fortune, à Annemasse

Le 19 décembre dernier, à l'invitation du directeur départemental de la cohésion sociale de la Haute-Savoie, la Dihal a participé à un comité de pilotage d'un **projet de Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale (MOUS) en cours d'élaboration concernant les squats et bidonvilles du territoire de l'intercommunalité d'Annemasse**, sous la présidence du président d'Annemasse Agglo. Les acteurs locaux collaborent à ce projet pour répondre à la nécessité d'insertion des populations

habitants les squats et bidonvilles (118 personnes minimum), pour lesquelles il a été constaté que l'accompagnement était bien souvent le déclencheur d'un parcours d'insertion réussi. Si les caractéristiques précises de la MOUS restent à définir, l'objectif principal sera de lutter contre un habitat indigne, en apportant des solutions adaptées et pérennes à ces familles, dans une optique de mise à l'abri s'inspirant de la méthode du logement d'abord.

Réunion avec la Préfecture d'Île-de-France pour la mise en place d'une équipe mobile d'accompagnement vers la scolarisation

La DIHAL, la Préfecture d'Île-de-France et l'association Les Enfants du Canal se sont réunis le 10 novembre pour travailler sur le projet de **création d'une équipe mobile de 5 jeunes en services civique qui se déplacera sur tous les bidonvilles d'Île-de-France et identifiera les enfants en âge d'être scolarisés**. Le projet débutera pour sa phase de lancement sur le territoire de la ville de Nanterre et du

département du Val-de-Marne. Le dispositif prévoit une étroite collaboration entre les préfets et l'association, Les Enfants du Canal, qui évoluera dans le cadre d'action fixé par une lettre de mission du préfet de région. Cette mission permettra d'accompagner les enfants des bidonvilles vers la scolarisation et de produire des données sur le taux de scolarisation de ces enfants.

Congrès annuel de l'association nationale de directeurs de l'éducation des villes

L'association nationale des directeurs de l'éducation des villes a organisé son **colloque annuel du 16 au 18 novembre au Havre sur le thème "Éducation, culture et transmission"**. Le pôle **"résorption des bidonvilles et campements"** y a co-animé l'atelier **"publics très marginalisés et droits culturels"**. Deux projets y ont été présentés : "sortir des bidonvilles", issu d'un partenariat entre la ville d'Aix, le centre d'action sociale et le conseil départemental des Bouches du Rhône et "Aven savore" porté par l'association Intermèdes Robinson,

association labellisée centre social CAF pour Chilly Mazarin. Les interrogations des cadres des services éducation et culture ont porté sur la difficulté de mobiliser les publics en proie à de nombreuses difficultés sociales (bidonvilles, Gens du voyage, gitans sédentarisés) ou temporairement sur le territoire (CADA, hôtel sociaux), ainsi que sur la question de redonner aux associations et aux acteurs de l'éducation populaire une place de partenaires et non pas seulement de prestataires dans le cadre de marchés publics annuels.

Journée d'étude au sein de la "Force Marriage Unit" britannique

Le Conseil de l'Europe a organisé le **8 décembre une journée d'étude**, à laquelle participait la DIHAL, au sein de la **"Force Marriage Unit" (FMU), unité conjointe du ministère des Affaires étrangères et de l'Intérieur créée en 2005 pour piloter la politique**. Une loi de 2014 permet de pénaliser les responsables de ces unions forcées et de proposer une protection

des personnes qui en sont victimes. La FMU dispose d'un numéro vert national de conseil et de soutien, conduit des campagnes de sensibilisation ("Le droit de choisir" 2015) et de vastes programmes de formation en direction des professionnels (personnels de police notamment).

Plus d'informations [ici](#)



Europe / International

Rencontre des points de contact nationaux roms de l'Union européenne

Les 16 et 17 octobre 2017 s'est tenue à Bruxelles la **12^{ème} rencontre des points de contact nationaux roms**. La DIHAL y représentait la France en tant que point de contact national. Cette 12^{ème} rencontre a permis en particulier de renforcer le dialogue avec la Commission européenne, **en dépassant l'opposition entre approche française et approche européenne ethnique, et en esquisant des pistes pour une évolution du cadre européen vers plus d'efficacité**. La DIHAL a proposé que **soit reconnue dans le cadre européen la diversité des populations roms (en distinguant notamment les problématiques des Gens du voyage de celles des**



populations en migration économique dans un autre pays que le leur), afin de mieux prendre en compte l'existence de populations roms en migration (ou mobilité) au sein de l'UE.

Conférence internationale des femmes issues de communautés roms ou Gens du voyage

Cette 6^{ème} conférence, organisé par le Conseil de l'Europe les 6 et 7 novembre à Strasbourg, avait pour thème la participation politique des femmes roms. Le vice-président de la commission pour l'égalité de

genre du Conseil de l'Europe, Charles Ramsden, a participé aux débats, qui ont porté sur le bien-fondé et les différentes approches pour lutter contre la sous-représentation des femmes roms en politique.

Réunion plénière du Comité ad hoc d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage du Conseil de l'Europe

La 14^{ème} réunion plénière du Cahrom s'est tenue à Strasbourg du 24 au 27 octobre. Ce rassemblement d'experts nationaux a permis de mettre en lumière les évolutions nationales et internationales récentes sur le sujet des Roms et des Gens du voyage. Les discussions se sont portées sur l'évolution et la mise en oeuvre des stratégies d'inclusion des Roms et des Gens du voyage, ou encore sur le retour de Roms au sein de leur pays d'origine dans la région des Balkans occidentaux. La rencontre a permis d'échanger sur la situation des Roms au sein de

pays tiers, notamment le Canada et les pays d'Amérique latine, mais aussi d'évoquer les conséquences des différences de définitions entre États membres sur des termes tels que minorité ethnique, minorité nationale ou population indigène. Lors de cette réunion, la DIHAL a été élue au sein du bureau du Cahrom en qualité de troisième membre, témoignage de la reconnaissance de la contribution française dans la coopération internationale sur les questions relatives aux Roms et Gens du voyage et de son approche non-ethnique.

11^{ème} rencontre de la plateforme européenne pour l'inclusion des Roms

Les 27 et 28 novembre, la Commission européenne a organisé la 11^{ème} rencontre de la plateforme européenne pour l'inclusion des Roms sur le thème de la transition de l'éducation à l'emploi. Deux initiatives françaises étaient représentées : le projet Passerelles porté par le CASNAV de Lille (4 postes de médiateurs pour accompagner des élèves non francophones et non scolarisés, pour près de 80% vivant en campements) et l'association ACINA (insertion

socio professionnelle de personnes en bidonvilles et plus récemment de réfugiés). La première journée était dédiée aux ateliers d'échanges de pratiques (éducation / formation professionnelle), la seconde à des échanges avec des représentants de haut niveau (Commission, Parlement, Comité économique et social, membres de gouvernements).

Plus d'informations [ici](#)

Partenariats/Réseaux

Signature d'une convention avec l'association École et famille

Le 8 décembre dernier, la DIHAL a signé, conjointement avec le ministère de l'Éducation, le ministère des Solidarités et de la Santé et le CGET, une convention de partenariat avec l'association École et Famille dont l'action se situe au carrefour des champs de l'éducation, de l'enseignement, de la santé et de

l'accompagnement des familles pour une appréhension systémique de situations de tensions au sein de l'école. La DIHAL facilitera la mise en réseau de l'association avec ses interlocuteurs dans les territoires et s'intéressera aux expériences dont pourront bénéficier les enfants en très grande précarité.



Sans commentaires... et sous toutes réserves Revue des sujets relayés sur internet et dans la presse

Les bidonvilles à la une du Monde : « Ces 570 bidonvilles que la France ne veut pas voir »
Cliquer [ici](#)

France info : Scolarité quelles solutions pour les enfants des bidonvilles ?
Cliquer [ici](#)

Présentation de l'ouvrage *Un monde de bidonvilles* de Julien Damon
Cliquer [ici](#)



Bordeaux métropole : Mettre fin aux squats en créant des campements légaux ?
Cliquer [ici](#)

Résolution du Parlement européen sur l'intégration des Roms
Cliquer [ici](#)

Près de Nantes, le pari de l'insertion des habitants des bidonvilles
Cliquer [ici](#)

Les bidonvilles dans le Journal Le Monde (1945 - 2014)
Cliquer [ici](#)

2 jeunes habitants d'un campement au Conseil communal des jeunes d'Orvault
Cliquer [ici](#)